



## Front Populaire - TUNISIE – coordination Ile de France

*Dans le cadre de la semaine anticoloniale - 2014*

### Initiatives populaires et expériences militantes de résistance anti-pouvoir despotique

#### Tunisie 2010 – 2013 – Éléments de bilan – Tahar MOEZ

Le 17 février 2014 coïncide avec le 25ème anniversaire de la fondation de l'UMA (17 février 1989 à Marrakech). Les tentatives pour rassembler les peuples du Maghreb ont commencé bien avant cette date. En 1945, juste après le massacre colonial de Guelma, Kharrata et Sétif, s'est tenue une conférence des mouvements nationaux de l'Afrique du Nord. Une commission de libération du Maghreb fut fondée en 1947 au Caire, sous l'impulsion d'Abdelkarim Al Khattabi. La réunion de Tanger entre les dirigeants des mouvements nationaux du Maroc, de l'Algérie et de Tunisie s'est tenue en 1958, dans le but d'entamer la création de cette union... Nous essayons, aujourd'hui, par le biais de cette initiative de coordonner nos efforts pour fonder le Maghreb des peuples... Pour ma part, je vais résumer la situation en Tunisie, depuis la fin 2010...

#### La situation, aujourd'hui se caractérise par :

- L'intervention explicite de l'impérialisme français (au nom de l'UE) et l'impérialisme US, qui nomment les représentants des multinationales au gouvernement
- L'utilisation de la lutte contre le terrorisme comme prétexte pour criminaliser les luttes sociales légitimes
- Une collaboration de classe sur le plan syndical (le quartet formé par le syndicat ouvrier UGTT, l'organisation patronale UTICA aux côtés de la ligue des droits humains et l'ordre des avocats) et une collaboration de classe sur le plan politique, entre le Parti des Travailleurs (ex PCOT) et le parti des patriotes démocrates unifié (parti de Chokri Belaïd) d'une part et Nida'a Tounes, dirigé par d'anciens serviteurs de Bourguiba et Ben Ali d'autre part, qui ont formé le FSN (Front du Salut National)
- La course des multinationales qui quadrillent le pays à la recherche du pétrole et du gaz
- La présence de militaires américains dans le sud de la Tunisie, reconnue et assumée par les américains, mais niée par le gouvernement tunisien
- Une résistance populaire trahie par certaines forces de gauche (PT et PUPD) qui ont utilisé le Front Populaire, pour marchander avec les représentants de « l'avant 14 janvier 2011 »
- Une résistance qui essaie de s'organiser au niveau national, pour « réaliser les objectifs de la révolution », dont nous faisons partie

#### Révolte des pauvres :

Le déclenchement des manifestations de masse à Sidi Bouzid le 17/12/2010 (suite à l'immolation de Mohamed Bouazizi) est une suite logique d'un processus de révoltes limitées dans l'espace et le temps,

dont la plus significative est celle du bassin minier (région de Gafsa) de Janvier à juillet 2008.

La participation des citoyens est de plus en plus importante. Les revendications sont axées sur l'emploi et les conditions de vie. L'ennemi désigné est « la bande de voleurs » qui ont « vidé les caisses de l'Etat » et parfois « la famille Trabelsi » (celle de la femme du président)

La révolte s'est propagée dans les régions pauvres non côtières de l'ouest du pays, où les taux de chômage, de pauvreté, d'illettrisme, de mortalité infantile sont trois fois plus importants que la moyenne nationale.

Les cadres régionaux et locaux du syndicat (UGTT) et les militants des partis de gauche (non reconnus) ont été les principaux soutiens des revendications de la population pauvre et des chômeurs de Sidi Bouzid, Gafsa, Kasserine etc. Ils ont relayé les informations sur la résistance des citoyens et sur la répression, loin des caméras et des organisations des droits de l'Homme... Le rôle des moyens de communications et des réseaux dits « sociaux » se limite à la diffusion rapide des informations illustrées par des images...

Les revendications « démocratiques » ne sont apparues que vers la fin de décembre 2010, lorsque les avocats, journalistes et artistes ont commencé à manifester à Tunis. Ce sont d'autres catégories de la population (couches moyennes des grandes villes) qui ne souffrent pas du chômage et de la pauvreté. Elles souffrent de l'oppression et de l'absence des libertés. C'est aussi à Tunis, plus de deux semaines après le début de la révolte, que le fameux slogan « dégage » est apparu. Il reflète l'exaspération, le « ras-le-bol » mais néglige les revendications de base (travail, liberté, dignité).

La direction de l'UGTT n'a réagi que tardivement, poussée par les militants et les cadres intermédiaires. Les grèves générales régionales (à partir du 12 janvier 2011) constituent un élément décisif dans la chute du symbole du régime, représenté par son président et quelques membres de sa famille.

La participation massive des militants de gauche n'a pas eu (en apparence) un apport qualitatif, concernant l'après-Ben Ali. Les partis et les militants de gauche étaient-ils préparés à assumer un rôle révolutionnaire ? Avaient-ils un programme alternatif ? Etaient-ils préparés à conquérir le pouvoir et changer la société ? L'aliénation du régime et sa dépendance économique et politique ne sont pas mis en évidence. La domination impérialiste est un facteur déterminant dans la survie du régime et le maintien du statu quo. Malheureusement, les militants de gauche n'ont pas réussi à faire le lien entre le régime en place et ses « donneurs d'ordre ».

Le peuple ne s'est pas trompé en scandant « le peuple veut la chute du régime ». Le départ de Ben Ali n'a pas donné lieu à un grand changement dans la situation des régions déshéritées, fief de la révolte. Pas d'emplois créés, aucun développement économique et social n'a été enregistré ou même planifié. Les effets de la « révolution » tardent encore à apparaître, aujourd'hui, en 2014... La chute de la « tête » a laissé un vide que l'impérialisme américain s'est empressé de remplir très rapidement, par l'intermédiaire de Jeffrey Feltman (actuel secrétaire Général adjoint de l'ONU) qui a composé et installé le premier gouvernement post-Ben Ali, dirigé par le premier ministre, ministre de l'économie et des finances depuis 1999, et responsable de l'application des consignes du FMI depuis 1975...

### **Formes de résistance :**

Auto-organisation dans les quartiers et les villages pour éviter les pillages, la dégradation des biens publics (écoles, hôpitaux) et les agressions contre les manifestants

Lutte des salariés qui ont obtenu l'interdiction du travail précaire dans le secteur public et la titularisation de tous les travailleurs précaires (CDD, intérim, en sous-traitance)

Grève politique des salariés du ministère des affaires étrangères jusqu'au limogeage du ministre qui a fait l'éloge de sa collègue française qui voulait aider la police tunisienne à réprimer les manifestants

Rassemblements et « sit-in » permanents dits « Kasbah 1 et Kasbah 2 » ayant comme objectifs de faire

pression sur le gouvernement provisoire, « pour la réalisation des objectifs de la révolution »

Grèves de salariés : 14000 ouvriers ont participé à 111 grèves « légales » au premier trimestre 2012, contre 18000 ouvriers et 126 grèves « légales » au premier trimestre 2013, selon des sources gouvernementales officielles. On recense 30000 actions de résistance du début du processus révolutionnaire jusqu'à juin 2013...

### **Diversions :**

L'annonce de la date des élections de la constituante a mis fin au « Front du 14 janvier » dès la fin juin 2011. Les élections du 23/10/2011, sont devenues un objectif (en soi). Le mode de scrutin annoncé était un appât pour les petits partis (de gauche surtout) qui ont épuisé leurs forces et leurs militants lors de la campagne, pour obtenir quelques sièges. Les revendications des pauvres, des laissés pour compte sont laissées de côté (momentanément ?). Tout a été mis en place pour convaincre les pauvres que l'élection d'une assemblée constituante est un « talisman » pour résoudre tous les problèmes. Une sorte de clef passe partout. Or, les élections ne font pas partie des revendications prioritaires des révoltés de Sidi Bouzid, de Gafsa, de Kasserine. Le travail, si.

Les débats avant les élections se sont concentrés sur des questions secondaires, comme la laïcité. Les imams et les dirigeants islamistes ont utilisé les mosquées pour inciter les citoyens à « choisir des gens qui craignent Dieu, contre des « laïcs » ou des « athés ». Les soucis des citoyens ou l'avenir du pays sont relégués au second plan. Ces élections ont donné une majorité relative à la force politique la plus organisée, la plus riche et la plus démagogique : la branche locale des Frères Musulmans (Ennahdha), qui n'a pas participé à la chute des symboles du régime qui a emprisonné sa direction et ses militants. Quant au parti de Bourguiba et Ben Ali, il ne s'était pas encore réorganisé, mais ses cadres étaient présents dans plusieurs listes (dont celles des Frères Musulmans)...

Dès sa prise de pouvoir, « Ennahdha » (alliée à l'antenne ou section locale du PS Français, dont le fondateur préside l'assemblée constituante et à un groupe d'opportunistes difficile à cerner, le CPR, parti du président Marzougui) a montré son caractère réactionnaire. Son gouvernement a essayé de remettre en cause des accords signés entre le gouvernement précédent et les syndicats, concernant la titularisation des salariés et l'interdiction de la sous-traitance dans le secteur public. Ce nouveau parti au pouvoir a formé une milice armée (appelée Ligue de Protection de la Révolution) qui a agressé des syndicalistes, déversé des ordures devant les locaux de l'UGTT à l'occasion d'une grève des éboueurs, saccagé et incendié des locaux syndicaux, essayé de briser des grèves etc. Les manifestants qui revendiquent du travail et de meilleures conditions de vie ont subi une répression féroce. Les tirs au plomb (fourni par le Qatar) ont blessé des dizaines de manifestants, surtout à Siliana... Sur le plan international, les frères musulmans ont renforcé les liens de dépendance à l'égard du FMI, la BM et de l'impérialisme « étatsunien » et européen. Ils sont même allés plus loin que Ben Ali et Bourguiba, dans la reconnaissance de l'Etat sioniste, occupant la Palestine, tout en étant les pionniers de la contre-révolution en Syrie...

L'assassinat de « Chokri Belaïd » (06/02/2013), secrétaire général d'un parti de gauche, co-fondateur et dirigeant du « Front Populaire » a relancé la mobilisation et le mécontentement populaire contre le gouvernement islamiste qui soutient en sous-main, couvre et manipule les terroristes et les criminels. La Gauche a laissé le terrain libre aux intégristes et aux anciens dirigeants du pouvoir d'avant 2011. L'assassinat de « Mohamed Brahmi », député, fondateur et dirigeant d'un parti progressiste panarabe et dirigeant du Front Populaire a été la goutte qui a fait déborder le vase (25/07/2013). Les dirigeants du parti dominant au Front Populaire ont utilisé cette mobilisation non pour « réaliser les objectifs de la révolution », mais comme carte à jouer pour négocier un programme commun avec la droite «bourguibienne », sous prétexte qu'il faut construire un « front large contre le fascisme ». Ceci a brouillé les cartes, aboli les frontières entre forces de progrès et forces réactionnaires, limité les revendications de cette gauche à la chute du gouvernement islamiste et la désignation d'un « gouvernement de technocrates ». Quid des revendications de base, de la société réelle, des problèmes réels de ceux qui constituent la base sociale du Front.

Cette revendication est soutenue, sinon initiée par l'Union Européenne, et surtout le gouvernement français. Les dirigeants du Front Populaires se concertent avec les ambassadeurs et représentants officiels de l'UE. Est-ce une vision moderne de la lutte anti-impérialiste ? Ou est-ce un cadre élargi de lutte contre le fascisme ?

La situation économique se caractérise par une augmentation de la dette extérieure, du déficit budgétaire, de l'inflation, des prix et du nombre de chômeurs. Les privatisations se sont accélérées. Le territoire est quadrillé par les multinationales pétrolières à la recherche de nouveaux gisements...

Les acteurs de la révolte de 2010/2011, les jeunes chômeurs, les salariés et les habitants des zones déshéritées ont rapidement compris que l'élection d'une assemblée constituante n'a rien résolu de leurs problèmes de survie au quotidien. Au contraire, elle a constitué une diversion qui a entraîné un certain relâchement et un recul des luttes sociales.

En matière de politique étrangère, le gouvernement des Frères Musulmans a consolidé les relations d'inféodation au dictat du FMI, de la B.M, de l'UE. Les dirigeants islamistes se sont avérés les meilleurs alliés des multinationales (lire leurs déclarations à Davos en 2012 et 2013) et les meilleurs serviteurs des sionistes (déclarations et actes de R. Ghannouchi, H. Jebali, A. Benkirane et M. Morsi)

C'est un des points faibles des mouvements de révoltes arabes, dont les dirigeants ont négligé des questions comme la dette extérieure, les rapports inégaux (ou de domination) avec l'UE et les institutions financières internationales, ainsi que les questions de politique étrangère (relations inter-maghrébines, boycott total des occupants sionistes etc)

Réappropriation de l'espace et résistance populaire :

La majorité des forces politiques de gauche a délaissé le terrain et a adopté des modes de combat « institutionnels » (médias, assemblée constituante, négociations dans les coulisses des hôtels climatisés...). Les « masses » ont continué à lutter pour leur survie, contre l'augmentation des prix et les consignes du FMI. Les slogans se sont radicalisés avec des mots d'ordre comme « le peuple veut une nouvelle révolution » ou « Notre révolution est une révolution de démunis, ni Nahdha, ni Destour » (le nouveau et l'ancien parti au pouvoir). Les locaux du parti islamiste au pouvoir sont saccagés dans plusieurs villes. Les manifestants ont délogé des « oualis » (préfets) islamistes, fraîchement nommés.

La lutte des pauvres a poussé les états-majors des partis du centre et de gauche à concevoir des actions médiatisées, mais qui sont loin des soucis de « ceux d'en bas ». Dans les coulisses, l'UE et la France font pression sur les partis de droite (Ennahdha au pouvoir et Nida Tounès, formé et dirigé par un ancien ministre de l'intérieur de Bourguiba) qui négocient à Paris puis à Alger, une sortie de crise, sans aviser leurs partenaires. L'Assemblée Constituante a accéléré les débats sur la constitution. La France a formé un gouvernement constitué de représentants des sociétés multinationales, du FMI, de la Banque Mondiale. Un tiers des ministres travaillait et vivait à l'étranger. Un tiers possède la nationalité de pays impérialistes qui ont des intérêts en Tunisie. La moitié a des relations familiales avec d'anciens ministres de Ben Ali ou du gouvernement des frères musulmans, ou ayant été sous leurs ordres.

La constitution de ce gouvernement a réjoui les états-majors de certains partis, mais n'a nullement rassuré les masses populaires, ni les militants de base des syndicats et des partis de gauche. Malgré le consensus des gens d'en haut, les gens d'en bas continuent à lutter pour leur survie et pour réaliser les objectifs de la révolution...

**Jeudi 27 février à 18hr - Salle des mariages, 2, rue de la Banque, Paris 2, M° Sentier.**

---

**Front Populaire – Tunisie – Coordination Ile de France**

Pour nous contacter, écrire à : [frontpopulaire.idf@riseup.net](mailto:frontpopulaire.idf@riseup.net)

Notre lien facebook est : <https://www.facebook.com/pages/Front-Populaire-IDF-Tunisie/675021159176190>